

Le Bruxellois qui veut faire éclater la bulle européenne

EXPRESS

Le Saint-gillois Alain Hutchinson (PS) est le nouveau «**commissaire à l'Europe**» de la Région bruxelloise. Sa mission: «Développer une véritable politique de siège.»

Pour l'instant, c'est le fédéral qui s'occupe d'orchestrer cette politique d'accueil des institutions internationales à Bruxelles (l'UE, mais aussi l'Otan, etc.). Or Bruxelles veut prendre la place que lui confèrent ses compétences en matière d'urbanisme, de sécurité, de mobilité.

Cette «politique de siège» régionale est **d'autant plus importante au moment où le gouvernement fédéral «se colore d'une tendance anti-européenne»**, estime le ministre-président Rudi Vervoort.

Le socialiste Alain Hutchinson est le nouveau «**commissaire à l'Europe**» de la Région bruxelloise. Il entend développer une véritable politique régionale de siège et affirmer les compétences de la Région en la matière face au Fédéral et aux communes.

JEAN BLAVIER ET FRÉDÉRIC ROHART

Ca y est: Bruxelles a son «commissaire à l'Europe». Pas d'audition devant le Parlement européen pour lui, pas de maroquin au Berlaymont non plus. Mais un bureau à deux pas du rond-point Schuman et une équipe de «quatre à cinq personnes».

Comme nous l'annonçons dès septembre, c'est le socialiste saint-gillois Alain Hutchinson que le gouvernement régional a nommé la semaine dernière à cette nouvelle fonction. Que fera-t-il? C'est la question que nous sommes allés poser à l'intéressé et à son patron, le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort (PS): à l'heure de la disette budgétaire, qu'est-ce qui justifie la création de ce nouveau «commissariat»? Car enfin, les Bruxellois ont déjà leur «Madame Europe»: depuis des années, Marie-Laure Roggemans est la courroie de transmission entre le gouvernement bruxellois et l'Europe pour tout ce qui touche au développement immobi-

lier et urbanistique du/des quartier(s) européen(s).

Alain Hutchinson va poursuivre la mission de Marie-Laure Roggemans, mais en l'élargissant, expliquent les deux Bruxellois. Bien au-delà de l'immobilier, le nouveau «commissaire» entend «faire éclater la 'bulle' européenne, rendre ce territoire aux habitants, aux Bruxellois et à ceux qui viennent visiter Bruxelles». C'est notamment le sens du «Projet urbain Loi», qui veut remembrer la rue de la Loi, colonne vertébrale du quartier européen, y insérer les surfaces de bureaux de manière plus harmonieuse, y mettre progressivement du logement, des commerces, des espaces verts. Il faut que les institutions de l'Union se sentent écoutées par ceux qui vont décider de leurs possibilités d'extension, explique Hutchinson, «mais aussi que les Bruxellois n'aient pas le sentiment d'être repoussés, écrasés par la machine européenne». Même logique à l'égard de l'Otan et des autres institutions internationales présentes sur le sol régional dont le «commissaire» est également en charge, «mais là, je le sais, le contact est moins facile».

Le Fédéral à sa place

L'accueil des institutions internationales à Bruxelles – la «politique de siège» – a toujours été orchestré par le Fédéral. L'accord de gouvernement de l'équipe de Charles Michel prévoit d'ailleurs que le ministre des Affaires étrangères (Didier Reynders) présente une «vision proactive» en la matière. «Mais la Belgique évolue», souligne Rudi Vervoort. *Les Régions prennent une place de plus en plus grande.* Et il est d'autant plus important pour la plus petite des régions de prendre sa place que la dimension internationale impacte beaucoup plus Bruxelles que la Flandre ou la Wallonie, observe le ministre-président. En un mot: «Il faut développer une véritable politique de siège au niveau régional.» C'est d'autant plus important au moment où le gouvernement fédéral «se colore d'une tendance antieuropéenne», remarque Vervoort (au Parlement européen, la N-VA fait partie du groupe eurosceptique ECR).

Le volontarisme régional risque-t-il de se télescoper avec l'action fédérale? Au contraire, assure Alain Hutchinson: une de ses premières actions va être de prendre langue avec Peter Martin, le chef d'orchestre

du Comité interministériel pour la politique de siège (CIPS), l'organisme chargé de mettre en œuvre la politique d'accueil belge des organisations internationales. La coopération devra cependant se faire dans les deux sens: «L'État fédéral ne peut plus bouger seul dans des domaines essentiels de la politique de siège, comme la sécurité, la mobilité et l'urbanisme», remarque Hutchinson.

La Région à la barre

L'une des missions que se donne le «commissaire à l'Europe» est «d'amener à bon port» une plate-forme de concertation entre les institutions européennes, l'État fédéral et la Région, explique-t-il. Et cela ne passera pas sans une clarification du rôle de chacun. «Il y a une sorte de consensus non exprimé sur la répartition des compétences par rapport à la présence internationale qu'il va falloir mettre clairement sur papier», poursuit Hutchinson.

La clarification concernera aussi le rôle des communes concernées – Etterbeek, Ixelles, Bruxelles-Ville – que les ambitions régionales pourraient gêner aux entournures. Pour Rudi Vervoort, il est indispensable d'avoir une vision régionale qui aille au-delà de la juxtaposition de politiques municipales. «Mais ça ne se fera pas dans le dos des communes», assure-t-il. Bruxelles-Ville cache mal son animosité envers les plans de la Région: la commune prépare son propre plan particulier d'affectation du sol (PPAS) pour le quartier Léopold. «Nous nous sommes toujours opposés à la vision du Plan urbain Loi (PUL). Nous espérons ainsi montrer à la Région qu'une autre approche pour cette zone est possible», déclarait dans le «Soir» de jeudi l'échevin bruxellois de l'urbanisme Geoffroy Coomans (MR). Ambiance.

La question Juncker

Alain Hutchinson est échevin (égalité des chances, enseignement) à Saint-Gilles, mais il préside aussi le bureau de liaison Bruxelles-Europe, qui va libérer son hôtel de maître de l'avenue d'Auderghem au profit du nouveau «Commissariat». Il est également membre du Comité des régions – une des institutions sises dans le quartier européen –, et pour avoir été eurodéputé il dit jouir d'un «accès direct» au Président du Parlement, le social-démocrate allemand Martin Schulz. Ça peut toujours aider à «coordonner» les visions. Il lui reste à pren-

dre le pouls de l'équipe qui s'apprête à prendre ses quartiers au Berlaymont, le vaisseau amiral de l'armada immobilière européenne à Bruxelles: Hutchinson doit rencontrer prochainement Kristalena Georgieva, la future commissaire européenne en charge de l'Office infrastructures et logistique à Bruxelles (OIB), l'orga-

nisme chargé d'offrir à tous les fonctionnaires européens un environnement de travail «fonctionnel, sûr et confortable». Après avoir vu pendant des années la Commission «*parer au plus pressé*», après avoir dû faire preuve d'une «*capacité d'adaptation permanente*», la Région espère trouver face à elle une Commission Juncker constructive et cohérente.

TOURISME

BIENTÔT UN SEUL OPÉRATEUR À BRUXELLES

Le tourisme va bien à Bruxelles. Alors que la capitale traîne la réputation d'être une ville d'affaires dont les hôtels sont bondés la semaine et déserts le week-end, une étude réalisée par le courtier CBRE (*) montre qu'au fil des années Bruxelles est parvenue à attirer de plus en plus de visiteurs du type «vacances et loisirs». Le recensement de 2013 en témoigne: 2,9 millions de nuitées touristiques (+ 9,1% par rapport à 2012) pour 3,3 millions de nuitées d'affaires.

Bruxelles attire donc autant de touristes que de voyageurs d'affaires. Qui sait

qu'avec près de 3 millions de nuitées purement touristiques, **Bruxelles fait deux fois mieux que... Bruges?**

Rudi Vervoort, qui préside au nom de la Région l'agence de communication touristique VisitBrussels, veut aller plus loin, alors que la 6^e réforme de l'Etat a réaffirmé la compétence du gouvernement régional en matière touristique. Une ordonnance devrait organiser **la fusion de VisitBrussels et des autres organismes touristiques bruxellois** (le Bureau de liaison Bruxelles Europe, le BIP, Brussels Major Events, le Brussels Film Office et le Service de communication extérieure de la Région), question de doter la Région d'un seul opérateur touristique.

Avec une nuance toutefois: il faudra s'en-

tendre avec Toerisme Vlaanderen et Tourisme Wallonie Bruxelles, qui font eux aussi la promotion de Bruxelles.

En espérant que soit conservée l'appellation «VisitBrussels», qui a réussi à s'imposer. Aux dernières nouvelles, cette ordonnance n'est pas prête. Si la politique de siège, le tourisme d'affaires et de loisirs et les relations avec les institutions internationales, qui attirent aussi à Bruxelles une autre clientèle que celle purement d'affaires, «*sont importants pour le gouvernement fédéral, pour nous, c'est une question de survie*», dit Rudi Vervoort. **J.Bl.**

(*) « Le secteur hôtelier à Bruxelles », juillet 2014, CBRE Belgium.